

RAPPORT N° 2022/6-02
au bureau de la Communauté
en séance du vendredi 09 décembre 2022

OBJET

PLAN DE FINANCEMENT ET ACCEPTATION DES SUBVENTIONS ALLOUEES PAR L'OFFICE DE L'EAU POUR LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DE RESEAUX D'EAU POTABLE (PROGRAMME 2022)

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR –

Par Délibération N° 2022/2-04 du 8 avril 2022, vous m'avez autorisé à solliciter l'Union Européenne au titre du volet REACT UE pour le financement des travaux de renouvellement du réseau d'alimentation en eau potable (Programme 2022). Ce programme prévoit le renouvellement de 9,6 km de canalisation sur les communes de Saint-Denis et de Sainte-Marie dans l'objectif d'améliorer le rendement de réseau.

Le plan de financement présenté était le suivant :

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
UNION EUROPEENNE Volet REACT UE du PO FEDER 2014-2020 Action 10.3.5 amélioration du rendement des réseaux d'eau potable	75 %	4 125 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	25 %	1 375 000,00 €
TOTAL (HT)		5 500 000,00 €

La CINOR a signé le 12 octobre 2022 une convention de financement avec la Région Réunion octroyant une subvention pour cette opération dans le cadre du Volet REACT UE du Programme Opérationnel FEDER 2014-2020.

L'Office de l'Eau de la Réunion a également répondu favorablement à la sollicitation de la CINOR pour le financement de cette opération dans le cadre de son programme pluriannuel d'intervention 2022-2027 complété par un soutien du Département.

Leur conseil d'administration réuni le 29 novembre a validé la demande de subvention de la manière suivante :

Travaux	Financier	Montant HT du projet	Montant des dépenses éligibles	Taux intervention sur les dépenses éligibles	Montant de la subvention
Renouvellement de réseau d'eau potable – Programme 2022	Office de l'Eau	5 172 591,46 €	2 881 500,00 €	7,44 %	214 455,64 €
	Département			1,86 %	53 613,91 €

L'Office de l'Eau de la Réunion a demandé à la CINOR de lui communiquer une délibération dans laquelle elle accepte la subvention allouée à cette opération et valide le plan de financement définitif.

Au vu de l'ensemble des éléments exposés, le plan de financement s'établit comme suit :

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
UNION EUROPEENNE Volet REACT UE du PO FEDER 2014-2020	69,82 %	3 611 503,36 €
OFFICE DE L'EAU Programme pluriannuel d'aides 2022-2027	4,15 %	214 455,64 €
DEPARTEMENT Convention cadre pour l'amélioration des rendements des réseaux d'eau et le stockage d'eau pluviale	1,04 %	53 613,91 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	25,00 %	1 293 018,55 €
TOTAL (HT)		5 172 591,46 €

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement précédent pour les travaux de renouvellement de réseau d'eau potable – Programme 2022 ;
- accepter la subvention attribuée par l'Office de l'Eau de la Réunion d'un montant de **214 455,64 € HT** sur la base du montage financier précédent ;
- accepter la subvention attribuée par le Département d'un montant de **53 613,91 € HT** sur la base du montage financier précédent ;
- approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement d'un montant de **1 293 018,55 € HT**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président
Maurice GIRONCEL



DECISION N°2022/6-02
Du bureau de la Communauté
en séance du 09 décembre 2022

OBJET

PLAN DE FINANCEMENT ET ACCEPTATION DES SUBVENTIONS ALLOUEES PAR L'OFFICE DE L'EAU POUR LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DE RESEAUX D'EAU POTABLE (PROGRAMME 2022)

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/6-02 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221209-BC2022-6-02-DE
Date de télétransmission : 21/12/2022
Date de réception préfecture : 21/12/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement précédent pour les travaux de renouvellement de réseau d'eau potable – Programme 2022.

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
UNION EUROPEENNE Volet REACT UE du PO FEDER 2014-2020	69,82 %	3 611 503,36 €
OFFICE DE L'EAU Programme pluriannuel d'aides 2022-2027	4,15 %	214 455,64 €
DEPARTEMENT Convention cadre pour l'amélioration des rendements des réseaux d'eau et le stockage d'eau pluviale	1,04 %	53 613,91 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	25,00 %	1 293 018,55 €
TOTAL (HT)		5 172 591,46 €

ARTICLE 2

D'accepter la subvention attribuée par l'Office de l'Eau de la Réunion d'un montant de **214 455,64 € HT** sur la base du montage financier précédent.

ARTICLE 3

D'accepter la subvention attribuée par le Département d'un montant de **53 613,91 € HT** sur la base du montage financier précédent.

ARTICLE 4

D'approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement d'un montant de **1 293 018,55 € HT**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 13 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 13
Vote pour : 13
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde **9 DEC 2022**

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221209-BC2022-6-02-DE
Date de télétransmission : 21/12/2022
Date de réception préfecture : 21/12/2022